

"Sauvons la maternité de Pithiviers, ou
sauve qui peut !

Vendredi 25 mars après midi :

Une réunion avait été demandée par SUD et l'UNSA auprès de l'ARS. La délégation syndicale s'est naturellement ouverte au personnel de la maternité, sage femmes et médecin.

Après les interventions des différents membres de la délégation pour plaider le dossier auprès du directeur de l'ARS et de 2 de ses collaborateurs le climat s'est rapidement alourdi dans la pièce. Le directeur étant sur le départ semblait plus conciliant et ce serait grâce à lui que le service n'a pas été fermé sur le champ. Par contre ses deux acolytes ont abordé la situation de façon très tranchée, style Verdun ou guillotine au choix.

Nous avons mis l'accent sur la qualité technique et humaine des équipes face à la demande d'une population en grande partie très précaire sur le bassin d'emploi de Pithiviers. Tout cela a été très vite balayé et seule la sécurité à travers

l'organisation médicale (gynécologue, anesthésiste et pédiatre) du service a été rabâchée quelque soit l'argument avancé.

En clair il faut pour début avril qu'il y ait des engagements écrits, type contrat, de la part des médecins concernés pour assurer les différents tableaux de garde. Sinon c'est la fermeture le 30 juin. Circulez, il n'y a rien à voir !

La piste d'assistants à temps partagé entre le CHR d'Orléans et le CH de Pithiviers est intéressante, sauf que d'ici début avril

cela semble difficile de trouver des candidats à recruter qui seraient disponibles quasi immédiatement.

M. Damie, le directeur de l'ARS, n'a eu de cesse de répéter que l'ARS est pleine de bonne volonté, ses deux sbires tenaient un discours beaucoup plus radical, mettant en avant leur responsabilité devant le juge en cas de pépins. Ben voyons !

Quant aux pépins en dehors de l'hôpital, sur le bord de la route, c'est du baratin, ça n'existe pas, de la démagogie syndicale sans doute. Il est évident que si cela devait se produire ce sera de la faute de la femme qui aura mal gérée sa fin de grossesse.

Nous avons eu droit au couplet sur la démographie médicale et les grandes difficultés à recruter dans ces disciplines. Quand on leur retourne le compliment en expliquant que c'est de la responsabilités des pouvoirs publics qui ont sciemment sabotés, avec le numerus clausus, les formations médicales, c'est un autre débat qui ne concerne pas les ARS mais les politiques. Il n'y a donc jamais lieu de l'aborder. La responsabilité des politiques est réelle, personne n'a jamais osé s'attaquer à la liberté d'installation des médecins, en ville comme à l'hôpital, et la politique de baisse de l'offre de soins a été impulsée et validée par les gouvernements de droite comme de gauche comme par les responsables des caisses de sécurité sociale. Pire, elle a aussi été validée par les organisations professionnelles des médecins qui espéraient obtenir un haut niveau de rémunération à travers la pénurie de l'offre. Les ARS ont aussi des responsabilités lourdes dans la formation des médecins en coopération avec

l'université et les établissements hospitaliers, mais chut, il ne faut pas en parler. Sans oublier leur devoir d'alerte jamais exprimé. Tous ces larrons se sont mis d'accord et ce sont les patients qui en payent les pots cassés. Et comme c'est pratique pour restructurer les établissements et fermer des centaines de services.

Sur la région Centre le numerus clausus est cette année à 255, 20 places de plus que l'an dernier alors que c'est une des régions les plus pauvres de France en personnel médical (et paramédical) rapporté à sa population. On aura donc un peu plus de médecins qui sortiront de la faculté dans... 15 ans mais très largement en dessous des besoins pour couvrir la fuite vers les bords de la Méditerranée et les départs en retraite. Quant aux besoins de la population, il y a belle lurette que cet élément est de l'ordre du passé.

Alors la solution fortement suggérée par nos trois compères c'est le centre de périnatalité. Là, les débats sont ouverts, du moment qu'on travaille dans la sérénité (un appel clair à arrêter les manifestations et la campagne dans les médias qui dégrade ce climat constructif pour bâtir un avenir radieux). Et ont commencé les grandes manoeuvres et le dévoilement des vrais projets. En premier essayer de casser l'unité médecins - sage femmes. L'équipe de sage femmes est magnifique, professionnellement inattaquable et porteuse d'une belle dynamique et de pratiques humaines et innovantes, la totale. Pas comme ces médecins douteux, aux diplômes à vérifier, aux compétences limitées quand ils

en ont, bref à ces médecins à moitié, au mieux, ou totalement étrangers qui polluent nos établissements. L'attitude du médecin de l'ARS, pleine d'agressivité envers son confrère gynéco-obstétricien qui faisait partie de la délégation était claire. Pas comme la peau de ce médecin qui a du faire face à un festival de sous-entendus racistes sur les capacités des uns et des autres. La morgue coloniale n'a pas disparue. Ils sont bien élevés et ne tiennent pas franchement ce discours mais ils le transpirent tellement qu'on voit des gouttes de sueur fétides et racistes suinter le long de leur cou de vautour.

Le centre de périnatalité c'est donc l'avenir. Quand une collègue sage femme relate son expérience sur Nogent-le-Rotrou où tout a filé sur Chartres et où il n'est resté qu'un poste et demi de sage femme, les vautours l'ont rassurée, ayez confiance... Quand d'autres ont dit que déjà des rendez-vous de femmes enceintes sont annulés et qu'elles se tournent vers d'autres établissements, ayez confiance... Oui on peut leur faire confiance sur leur volonté totale de fermer la maternité.

A la demande de participer à la prochaine réunion "élus, pouvoirs publics, directions d'établissements", les sage femmes ont reçu un non définitif, même pas assister sans intervenir, ce serait inconvenant et puis c'est réservé aux professionnels, sic ! Cette entrevue aura été une véritable douche glacée. Elle s'inscrit totalement dans les fermetures de toutes les petites maternité de niveau 1. Il en reste une cinquantaine dans tout le pays et elles sont toutes dans le collimateur. Pithiviers comme les autres. La seule solution, c'est la mobilisation de

la population avec les hospitaliers. SUD le dit depuis le début avec beaucoup d'autres sur le terrain. Le combat sera rude mais si nous voulons les faire reculer et ne pas priver une population fragilisée socialement par les plans de licenciements du Pithiverais, de cette offre de soins que reste l'hôpital public, il est urgent de maintenir et d'amplifier la pression. Jusqu'à la victoire dans l'unité.

LVDS"